

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Geneviève Auger, Raymonde Lamothe : *De la poêle à frire à la ligne de feu*, Montréal, Boréal Express, 1981, 232 p.

par Jules Pascal Venne
Politique, n° 5, 1984, p. 130-133.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040449ar>

DOI: 10.7202/040449ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Geneviève Auger, Raymonde Lamothe: *De la poêle à frire à la ligne de feu*, Montréal, Boréal Express, 1981, 232 p.

Ouvrage descriptif et sans prétention, ce livre retrace par le biais de la publicité et de 50 témoignages, la vie des femmes durant la Seconde Guerre Mondiale. Les auteures tentent de cerner «de quelle manière les bouleversements économiques et sociaux ont affecté leur vie, leur perception du monde et de la place qu'elles occupaient».

Geneviève Auger et Raymonde Lamothe illustrent avec vivacité comment le Gouvernement et le «système» furent amenés à orchestrer une propagande qui faisait appel à une participation active des femmes à l'effort de guerre pourtant contraire aux valeurs traditionnelles de dépendance et de soumission à l'ordre établi.

Dans un premier chapitre, les auteures tentent d'évaluer les changements d'attitudes et de conditions que la guerre a pu produire sur le «front domestique». Tout en soulignant que l'enrôlement, la conscription, la prospérité économique ont pu engendrer un contexte de liberté que les femmes n'auraient sûrement pas connu en temps normal, on voit rapidement transpirer les anciennes normes morales adaptées aux nouvelles conditions de la guerre. Ainsi, pour parer aux nombreux mariages des militaires canadiens qui épousent des Anglaises et des Irlandaises, les milieux nationalistes et ecclésiastiques québécois font appel aux jeunes Canadiennes qui ont un amoureux outre-mer; «Écrivez-lui très très souvent, afin de maintenir son intérêt; ne manifestez ni crainte, ni soupçon qui pourraient le déprimer; soyez gaie, enjouée et répétez-lui sans cesse combien vous l'aimez» (p. 31). L'Office de la propagande de guerre exploite résolument le thème de la famille et invoque la survivance de la race pour stimuler «les femmes à mettre des enfants au monde et ainsi remplacer les citoyens du pays qui ne reviendront pas des champs de batailles».

C'est à la suite d'une telle priorité et dans ce contexte d'urgence nationale que les services publics de santé (hygiénistes, cliniques de puériculture, visites prénatales) ont connu un rapide développement durant la guerre.

Après avoir tracé à grands traits la lutte contre l'inflation et la pénurie de biens et de produits alimentaires, Geneviève Auger et Raymonde Lamothe s'attachent, dans un troisième chapitre, aux luttes et à l'action politique et sociale que les femmes ont menées durant ces années. On constate une augmentation très sensible du nombre de femmes qui participent aux activités des mouvements sociaux traditionnels, comme les Cercles des fermières et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. De plus, le gouvernement fédéral crée la division des Services volontaires féminins (SF) dont le but est de fournir des auxiliaires à plus de 40 organismes s'occupant de la défense civile, des victimes de la guerre, des soldats et de leur famille etc. Certains organismes, comme la Croix-Rouge canadienne, l'Ambulance St-Jean et les Y.M.C.A. voient leurs effectifs féminins augmenter d'une façon sans précédent. Il est assez difficile d'évaluer les conséquences d'une telle participation. Mais il ne fait nul doute que le regroupement des femmes dans ces organismes leur a permis d'acquérir le sentiment de leurs conditions et d'apprendre à exercer des pressions politiques. La lutte que les femmes ont livrée pour les allocations familiales, malgré l'opposition unanime du pouvoir politique masculin et du clergé québécois, illustre un nouveau rapport de force.

Si après la guerre les femmes furent rapidement évacuées de leurs responsabilités — les hommes ayant repris le gouvernail en parlant avec dérision des «dames patronesses» et de leurs «bonnes œuvres» — il n'en demeure pas moins que les conséquences culturelles de cette participation massive des femmes furent sûrement très importantes. Il est malheureux que les auteurs n'insistent pas assez sur ce sujet.

C'est dans le domaine du travail que les changements ont été les plus profonds. Dans un chapitre bien construit, les auteures soulignent que la proportion des femmes au travail est passée de 10% en 1939 à 35% en 1944. Dès 1941, à cause de l'effort de guerre, le gouvernement se trouve dans l'obligation de faire appel massivement à la main-d'œuvre féminine. Pour ce faire, le gouvernement est amené à admettre les femmes aux programmes fédéraux et provinciaux de la formation de la main-d'œuvre, à établir un système de garderie et à modifier la loi de l'impôt sur le revenu pour permettre à l'époux d'une femme salariée de bénéficier de l'exemption entière à laquelle donne droit le statut d'homme marié. Malgré les très fortes réticences des milieux politiques et religieux au Québec, qui systématiquement luttent contre le travail féminin, les autorités fédérales passent outre. Mais la fin de la guerre voit le retour de l'ordre établi. Afin de résoudre l'épineux problème de la démobilisation massive de 1945, le gouvernement fédéral entend stimuler le retour des femmes au foyer. Ainsi est modifiée la loi de l'impôt et sont abolies les garderies. Quoiqu'il en soit, comme le soulignent les auteures, «les femmes disposent après la guerre de certains acquis: elles ont intensifié la lutte pour l'égalité des salaires, participé en plus grand nombre au mouvement syndical, formulé des revendications aussi nouvelles que le congé de maternité... Elles ne l'oublieront pas» (p. 164).

Si la paix voit le rétablissement de l'ordre établi — ce qui fait dire à l'une des interviewées que le titre de cet ouvrage devrait plutôt s'intituler «*De la ligne de feu à la poêle à frire*, parce que la poêle, elle est venue après» — il ne fait pas de doute que ces années de guerre doivent être considérées comme une époque charnière du développement du mouvement féministe. C'est peut-être la faiblesse principale de cet ouvrage de n'avoir pas *systématiquement* démontré toutes les conséquences sur le plan des changements de valeurs, de comportements et du mouvement féministe que les années eurent sur l'évolution des conditions des femmes.

Mais il faut bien le dire, dès le départ, cette publication fut conçue comme un livre témoignage et non pas comme un ouvrage scientifique. Et c'est aussi l'une de ses qualités; un des premiers livres sur la vie quotidienne des Québécoises et des Canadiennes en temps de guerre.

Cet ouvrage nous fait bien «sentir» d'une part, la capacité d'adaptation et de récupération d'un système politique et d'autre part, la facilité avec laquelle le pouvoir politique peut revenir rapidement sur un certain nombre de percées, en autant que l'ensemble des décideurs (groupes de pression, pouvoirs religieux, etc.) font l'unanimité.

Jules Pascal Venne
Université de Montréal